

# Philosophie et citoyenneté

## L'affaire de tous !

Conrad van de WERVE

Après l'enseignement primaire, c'est au tour du secondaire de mettre en œuvre, dès septembre prochain, l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté (EPC). Objet d'un cours à part entière dans l'officiel, elle sera prise en compte de manière transversale dans l'enseignement catholique. Trois programmes pluridisciplinaires ont été élaborés par la Fédération de l'Enseignement secondaire catholique (FESeC) afin de répondre aux attendus du référentiel interréseaux.



Photo : Conrad van de WERVE

Plusieurs séances d'information ont été organisées à l'intention des chefs d'établissement.

autres, dans deux. « On comprendra aisément qu'il est intéressant de travailler l'UAA bioéthique dans le cadre du cours de sciences à partir de l'argumentation scientifique, et de la poursuivre en religion avec l'argumentation éthique. » En tout, la FESeC a rédigé trois programmes pluridisciplinaires<sup>3</sup> : les socles de compétences, les compétences terminales pour l'enseignement de transition d'une part, et pour le qualifiant d'autre part.

### On ne part pas de rien

« Tout au long du travail, nous nous sommes rendu compte que beaucoup de choses se faisaient déjà dans les écoles, que ce soit à travers les disciplines ou dans le cadre d'un projet d'établissement, poursuit P. PRIGNON, qui rappelle qu'une série d'établissements font d'ailleurs partie du projet « Écoles citoyennes ». Des habitudes sont donc déjà installées de manière collective. Ce référentiel a un peu formalisé les choses. »

La réforme va cependant nécessiter, de la part de l'équipe éducative, un travail de concertation et de coordination : « Je pense que le premier travail, pour un directeur, sera vraiment de mettre autour de la table son équipe, pour bien se coordonner. Prenons l'exemple du cours de religion : plusieurs thématiques, plusieurs entrées sont proposées. Ce serait dommage qu'une même entrée soit répétée deux ou trois fois, alors qu'en élargissant ou en examinant les différentes thématiques, on peut ouvrir l'éventail pour les enseignants et pour les élèves. »

Dans cet esprit, la FESeC vient d'organiser des séances d'information pour les chefs d'établissement, dans chacun des quatre diocèses. « L'idée est aussi de fournir un support PowerPoint aux directions, afin de pouvoir transmettre l'information à leur équipe éducative. » La Fédération prévoit ensuite une série de formations dans les mois à venir, qui réuniront des profs d'une ou de plusieurs disciplines.

« Pour chacune des compétences à développer, nos responsables de secteur ont d'abord veillé à identifier les savoirs et compétences explicitement ou implicitement présents dans les programmes disciplinaires, explique **Pascale PRIGNON**, Secrétaire générale adjointe de la FESeC. Nous nous sommes aperçus qu'en ce qui concerne les socles de compétences (1<sup>er</sup> degré), nos programmes couvraient chacune des dix compétences requises à l'exception d'une seule, à savoir la participation au processus démocratique. Il nous a alors fallu déterminer dans quelle discipline les travailler prioritairement. »

Dans cette démarche, la Fédération a beaucoup misé sur la continuité avec l'enseignement fondamental : « À titre d'exemple, nos collègues de la FédEFoC<sup>1</sup> ont choisi de travailler la pensée cohérente principalement en éveil et en français. Chez nous, au 1<sup>er</sup> degré, c'est effectivement dans le cadre du cours de sciences que nous proposons de travailler cette compétence. »

La même méthode a prévalu pour les compétences terminales (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés). Le référentiel se présente selon la logique des Unités d'acquis d'apprentissage (UAA)<sup>2</sup>. Il y en a douze à couvrir. Pour la plupart d'entre elles, la dimension citoyenne est travaillée dans une seule discipline, et pour quelques

## Travail d'équipe

Cette réforme ne concerne pas uniquement les profs, mais aussi les éducateurs. « Parmi les treize recommandations de notre référentiel « Éducateurs »<sup>4</sup>, quatre sont en lien étroit avec la citoyenneté, indique P. PRIGNON. L'EPC est assurément l'affaire de tous. Tous les acteurs de l'école sont impliqués pour former de futurs citoyens, et pour participer à la réussite scolaire et personnelle des jeunes. Nous avons à cœur de considérer l'élève dans sa globalité. » ■

1. Fédération de l'Enseignement fondamental catholique
2. Une unité d'acquis d'apprentissage (UAA) est un ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage susceptibles d'être évalués.
3. À consulter sur <http://enseignement.catholique.be> > Secondaire > Publications > Programmes EPC
4. Référentiel à retrouver sur <http://enseignement.catholique.be> > Secondaire > Pédagogie > Les thèmes transversaux > Le métier d'éducateur

Dans quel état d'esprit sont les équipes éducatives avant l'entrée en vigueur de l'EPC ? *entrées libres* a recueilli ces deux témoignages.

**Sabine COGELS, directrice-adjointe de Notre-Dame des Champs à Uccle :**

« Nous menons déjà une série d'activités pédagogiques intra- et extramuros, qui développent et encouragent la citoyenneté auprès des élèves. Donc, au niveau de ce qui se fait déjà, je n'ai pas de craintes. Il y a tout de même, pour moi, une petite inquiétude au sujet de ce qui peut se faire avec de très jeunes enseignants. Ils doivent faire leurs premières armes, avec tout ce que cela comporte comme difficultés, et on leur demande déjà d'avoir cette position méta avec leurs élèves, dès le 1<sup>er</sup> voire le 2<sup>e</sup> degré. Je vois plus l'application de ce dispositif pour des professeurs qui ont déjà une certaine habitude par rapport au bon suivi du programme. La concertation, indispensable pour la réussite du décret, va devoir s'imbriquer dans des flux déjà fort tendus. »

**Claire-Angela VANDENSCHRICK, professeure d'histoire et de français (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés) à Notre-Dame des Champs à Uccle :**

« Je me rends compte que cela va nous demander un travail de repérage, afin d'identifier les attendus du référentiel dans nos branches. Il faudra aussi définir les thématiques à aborder à travers les compétences. J'imagine que nous pourrions en discuter avec nos collègues. Je pense particulièrement aux collègues qui axent encore beaucoup leur enseignement sur les savoirs et les compétences. S'il y a vraiment une autre approche de leur matière, plus réflexive, faisons le pari qu'ils souhaiteront travailler cela en équipe. Pour mon cours d'histoire, je vois, par exemple, déjà clairement comment travailler la thématique de l'État au 3<sup>e</sup> degré, à travers notamment les concepts de démocratie, d'autoritarisme et de totalitarisme. » **CvdW**

# Anniversaire

Interview : Conrad van de WERVE

Depuis 25 ans, l'asbl **Infodidac** répond aux besoins des écoles en matière informatique, qu'il s'agisse de logiciels, de matériel, de formation ou d'assistance à l'utilisation. *entrées libres* souffle les bougies avec son directeur, **Renaud ZIEGLER**.



Dans quel contexte Infodidac a-t-elle été mise sur pied ?

**Renaud ZIEGLER** : L'histoire commence en fait en 1986, lorsque le CERDECAM<sup>1</sup> développe une solution informatique pour une école de secrétariat d'infirmières.

Le SNEC<sup>2</sup> qui, au même moment, réfléchit à l'informatisation de ses écoles, entend parler de ce que fait le CERDECAM et décide de joindre ses forces, ce qui aboutit à la création de l'asbl Infodidac, en 1992.

C'est alors l'époque de ProSec (secondaire) et ProPrim (primaire), qui finiront par fusionner pour donner ProEco. Ce logiciel de gestion couvre aujourd'hui toutes les

tâches administratives d'une école : inscription des élèves, engagement des membres du personnel, production officielle de documents pour l'administration, etc.

Avec le temps, des besoins annexes au développement de ProEco ont été pris en charge par Infodidac : vente de logiciels tiers, interventions *in situ*, ou encore assistance et formations.

**L'outil ProEco s'est étoffé, avec le temps...**

**RZ** : Oui, citons par exemple le « module SMS », qui permet de communiquer directement avec les parents, ou les nombreux interfaçages (« web services ») qui permettent d'éviter aux écoles de devoir réencoder pour l'administration ce qui se trouve déjà dans ProEco.

Nous proposons également ComptEco, un logiciel de comptabilité spécifique à l'enseignement, et PropMS pour les Centres PMS.

Quelles sont vos principales perspectives ?

**RZ** : À court terme, notre nouveau bébé CloudEco, qui permet d'accéder à ProEco depuis n'importe quel ordinateur et n'importe quel système d'exploitation, directement via un navigateur web, a déjà été adopté par plusieurs dizaines d'écoles depuis septembre.

À moyen terme, nous avançons d'arrache-pied sur la nouvelle version de ProEco, totalement repensée et réécrite afin d'être plus en phase avec les besoins actuels.

**Parmi les questions du moment, il y a notamment les plateformes numériques...**

**RZ** : Effectivement. Nous participons à un groupe de travail mis en place par le SeGEC, qui cherche à documenter les écoles afin de les orienter vers les plateformes qui répondent au mieux à leurs besoins.

On constate, en effet, que de plus en plus d'écoles acquièrent des plateformes parfois coûteuses offrant une panoplie de services, alors qu'elles n'en utilisent qu'une partie. C'est là qu'un conseil peut leur être donné en identifiant, pour chaque besoin réel, les plateformes à même d'y répondre. ■

1. Centre de recherche et de développement de l'ECAM (École centrale des Arts et métiers)

2. Secrétariat national de l'enseignement catholique, ancêtre du SeGEC